

EN TERRE ENPOISONNÉE

Texte
**ISABELLE
MASSON-
LOODTS**
Photographies
**OLIVIER
SAINT-HILAIRE /
HAYTHAM
PICTURES**

Cet article a été réalisé
grâce au soutien du Fonds
pour le journalisme
en Fédération
Wallonie-Bruxelles.



Quels liens existe-t-il entre les milliers de tonnes d'obus toxiques hérités de la guerre 14-18 et les « colis » nucléaires que l'État français projette d'enfouir à Bure, en Meuse ? Au fil de son enquête, la journaliste Isabelle Masson-Loodts établit pour la première fois un parallèle entre les deux cas. Se pose alors une question : quel avenir et quelle mémoire pour les déchets nucléaires ? Les concernant, un siècle n'est rien. C'est en millénaires qu'il faut compter.

Le jour où je me suis retrouvée sur la butte de Vauquois, à 30 km à l'ouest de Verdun, j'étais très loin de me douter que ce paysage créé par la Première Guerre mondiale m'amènerait à une réflexion sur la mémoire des déchets nucléaires. Là où se trouvaient, avant 1914, les rues tranquilles d'un petit village, ne subsistaient devant moi que les entonnoirs créés par l'explosion de mines posées dans les sous-

sols de la colline par les Allemands et les Français. Mais autour des cicatrices, la nature, omniprésente, se montrait volubile et joyeuse. Des questions se sont bousculées dans ma tête : comment les territoires touchés par la guerre de 14-18 se sont-ils relevés de ses dévastations ? Les traces du conflit subsistent-elles partout où celui-ci a fait des ravages ? Ces cicatrices influencent-elles encore le destin de ceux qui vivent à proximité ?

De retour à la maison, quelques recherches fébriles sur Internet me laissaient mesurer l'immensité du champ d'investigation dans lequel j'allais irrésistiblement me lancer. La Première Guerre mondiale a touché un territoire gigantesque : durant les quatre années de conflit, les belligérants se sont enfoncés, face à face, dans des tranchées qui ont constitué une ligne de front de 700 km, courant de la Mer du Nord à la frontière suisse. Par où commencer les recherches ? Bille en tête, j'ai entamé cette exploration au contact des démineurs. En France comme en Belgique, leur travail est devenu une sorte d'image d'Épinal des conséquences actuelles de la Grande Guerre. Il ne se passe pas une semaine sans qu'une de leurs opérations ne défraie la chronique. Au camp militaire de Poelkapelle, près d'Ypres, où se trouvent les installations du SEDEE, le Service d'enlèvement et de destruction des engins explosifs, un représentant de cette unité m'accueille par un briefing très protocolaire, mais instructif : « 1 455 millions d'obus ont été tirés rien que sur la ligne de front occidentale de la Grande Guerre. Trente à 40% d'entre eux n'ont pas explosé. Et 4,5% au moins sont toxiques. Chaque année, dans la région du Westhoek, les services de déminage belges enlèvent en moyenne 150 tonnes de munitions ».

Entre les rangées de pommes de terre, j'ai découvert de nombreuses bouteilles en verre. Leur aspect ne laissait aucun doute : il s'agissait de contenants d'arsine.

À bord d'un véhicule blindé, les démineurs parcourent quotidiennement les sites où des munitions ont été signalées. « Il y a trois ou quatre accidents par an chez les agriculteurs. Les plus gros obus se sont enfoncés à 5 ou 6 m de profondeur dans le sol, or non seulement ils ont tendance à remonter avec le temps, mais les machines utilisées pour travailler la terre vont de plus en plus en profondeur. » Cette « récolte » est acheminée jusqu'au centre de démantèlement de Poelkapelle. Jusqu'en 1972, année de la Convention d'Oslo qui a mis fin à cette pratique, les obus chimiques étaient noyés dans le Golfe de Gascogne. Après un dernier largage d'urgence réalisé en 1980, quelque 27 000 obus ont été stockés à Poelkapelle, jusqu'à la mise en fonctionnement de

Déchargement d'obus toxiques allemands (par percage et brûlage-caffutage)



Chantier de Spincourt, en Meuse, pendant la Première Guerre mondiale

CASES DE DÉGAINAGE

© Collection Emmanuel Hamelin



Alertés par des sylviculteurs en 2013, des démineurs du centre de Châlons-en-Champagne extraient du sol des obus allemands de 120 kg chacun.

l'installation de démantèlement en 2000. En 2012, un accident technique a rendu l'ancienne chambre de détonation inutilisable, ce qui a poussé la Défense à investir dans une nouvelle chambre qui, inaugurée en 2017, a coûté 17 millions d'euros.

L'identification des munitions qui y seront détruites est une étape essentielle. Durant tout le conflit, les belligérants se sont engagés dans une escalade à la diversification de leurs armes chimiques : chlore, phosgène, arsine, chloropicrine, ypérite... À l'époque, on ne se posait pas la question de savoir ce qu'il adviendrait de ces munitions toxiques, une fois la guerre finie. Aujourd'hui, pour éviter les dégâts que pourraient encore faire celles qui n'ont pas explosé, la prudence est de mise. *«Un passage aux rayons X permet de lever le doute si l'identification visuelle ne permet pas d'être sûr qu'il s'agit d'un obus non chimique»*, m'explique un des techniciens. L'homme saisit une bouteille en verre posée sur le bureau : *«Elle est probablement remplie de gaz Clark, un toxique de combat à base d'arsine. Lorsque l'obus explosait, la bouteille se cassait et répandait son poison dans l'air.»* Les arsines, des dérivés d'arsenic, ont été utilisées à partir de 1917 pour provoquer des vomissements et des gênes respiratoires. *«Les rayons X révèlent si le contenu est liquide ou solide, reprend le spécialiste. Ensuite, on utilise les rayons gamma pour identifier précisément la substance chimique liquide»*. Les obus à charge liquide sont percés et vidés sans intervention humaine : ces gestes sont automatisés pour être réalisés à distance, pour des raisons de sécurité. *«Le liquide est vidé dans un solvant et envoyé à Anvers dans une entreprise de gestion des déchets industriels.»* Quant aux obus non toxiques, on les fait exploser sur place, *«sur un terrain de destruction, choisi déjà après la Première Guerre mondiale par les Anglais»*.

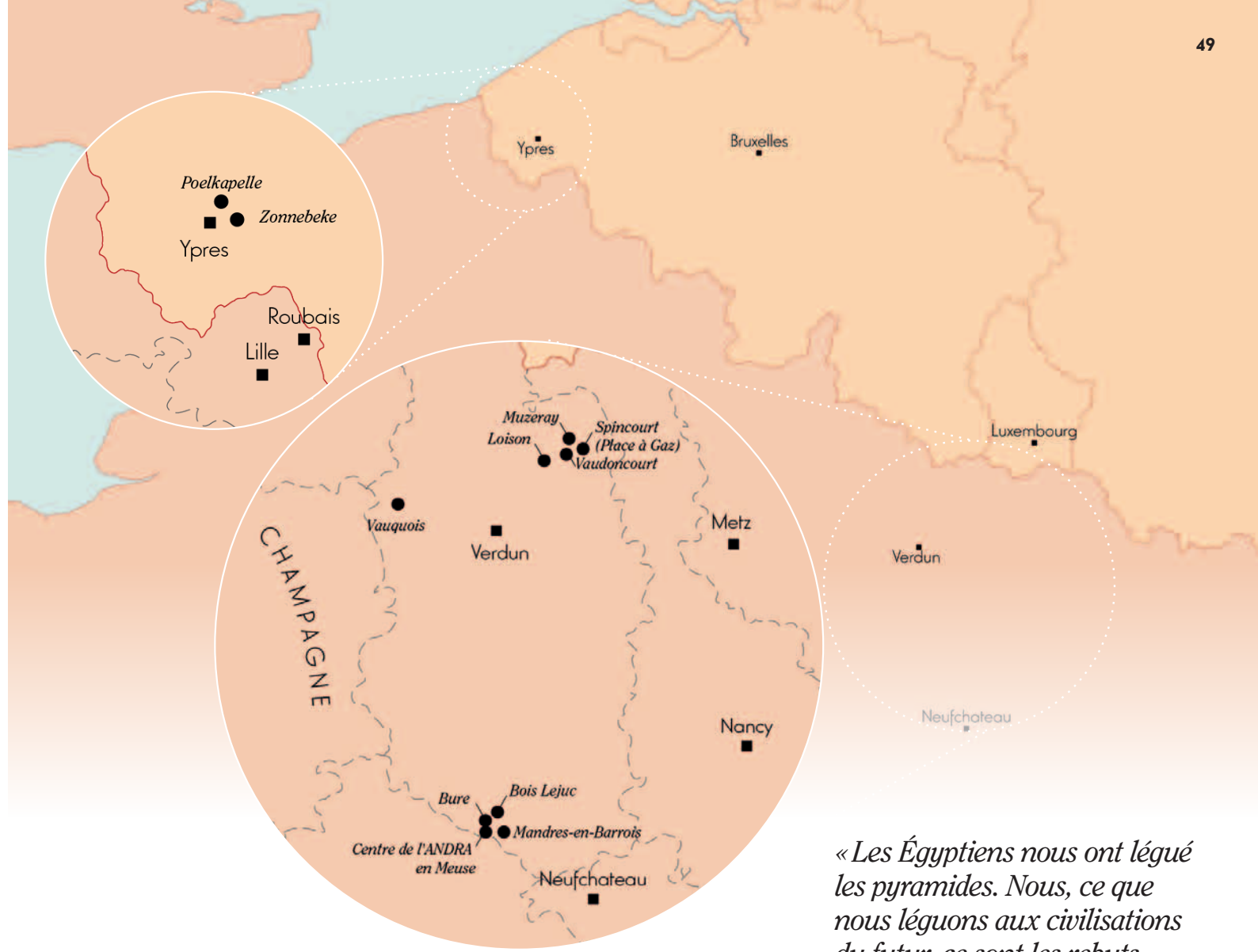
Des poisons centenaires

Les habitants de la région sont habitués au son de ces explosions. Mais le souvenir du temps où les obus toxiques étaient, eux aussi, démantelés en plein air réveille parfois des peurs anciennes. Au cours de mes recherches, je découvre notamment qu'en avril 1923, les riverains d'une installation de destruction de munitions située à Zonnebeke, près d'Ypres, s'étaient plaints : ils étaient envahis par des gaz asphyxiants émanant de ces activités menées sans protections. Que reste-t-il aujourd'hui de la pollution générée par ces destructions sommaires ? Le démineur auquel je pose la question m'indique l'existence d'un champ cultivé tout proche *«où, lors des périodes de labour, on voit des bouteille de gaz Clark sortir du sol»*. En quittant le camp militaire, je me suis arrêtée sur cette parcelle. Entre les rangées de pommes de terre, j'ai découvert de nombreuses bouteilles en

verre. Leur aspect ne laissait aucun doute : il s'agissait de contenants d'arsine. J'étais stupéfaite. Qui consommera ou a déjà consommé les récoltes de cette terre agricole polluée ? De nouvelles recherches m'ont appris que je n'étais pas la première à me préoccuper de cette situation : en 2004, le scientifique allemand Tobias Bausinger avait déjà analysé cette parcelle. Les résultats de ses prélèvements révèlent que le sol contient encore à cet endroit d'importantes quantités d'arsenic, de métaux lourds, d'explosifs et d'autres substances liées à la destruction, sur ce terrain, de munitions chimiques... Inquiet, Tobias Bausinger a transmis un rapport aux autorités locales et régionales. Mais son signal d'alarme est resté sans réponse. Dans le contexte contemporain, la reconnaissance des pollutions environnementales reste un combat difficile. En particulier lorsque ces contaminations ont des origines historiques dont on préférerait ne pas se souvenir.

Mais en France, dans le département de la Meuse, se trouve le premier cas reconnu de pollution environnementale importante héritée de 14-18 : la Place à Gaz. Située à une trentaine de kilomètres au nord-est de Verdun, en forêt de Spincourt, cette clairière de 70 m de diamètre de terre noire était quasiment tombée dans l'oubli jusqu'à ce qu'en 2007, Tobias Bausinger – encore lui ! – et son confrère Johannes Preuß de l'Université de Mayence s'y intéressent, et que leurs analyses expliquent l'absence de végétation à cet emplacement par l'incinération de 200 000 obus chimiques en 1928. Cette étude avait révélé que le sol contenait des taux très élevés d'arsenic, de plomb et autres métaux lourds issus de l'élimination par brûlage, dans l'entre-deux-guerres, d'obus à arsine dits «à croix bleues». Au printemps 2014, j'y rencontre l'ingénieur environnementaliste Daniel Hubé, en plein travail de prélèvement d'échantillons de terre avec l'équipe du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM). *«Au fil des générations, le nom «Place à Gaz» disait du danger subsistant s'est effacé des mémoires. Les chasseurs et agents de l'Office national des forêts ont longtemps fréquenté l'endroit sans la moindre inquiétude.»*

Après les révélations des lanceurs d'alerte allemands, il a fallu attendre 2012 pour que l'accès au site soit interdit. En mandant ensuite le BRGM pour de nouvelles analyses, la Préfecture prenait le risque d'ouvrir ce qui pourrait être une sorte de boîte de Pandore. Au cours de l'été 2015, ces recherches débouchent sur une annonce fracassante : les productions de lait et de céréales de sept exploitations agricoles du département de la Meuse sont détruites pour cause de suspicion de pollution. Selon le BRGM, la Place à Gaz ne correspond en fait qu'à la phase la plus tardive d'exploitation d'un gigantesque complexe de



démantèlement de munitions toxiques. Une véritable usine de «désobusage», installée dans les années 1920 sur une série de parcelles agricoles dans les communes de Muzeray, Vaudoncourt et Loison...

Un trou de mémoire

Les habitants locaux, en particulier les agriculteurs, découvrent avec effroi une partie de leur propre histoire, qu'ils semblaient avoir oubliée : celle d'une industrie éphémère, née à la suite de l'Armistice. Je retrouve alors Daniel Hubé sur un des champs agricoles mis sous séquestre, dont les sillons recrachent encore des fragments de bouteilles d'arsine, des éclats d'obus ou des restes d'explosifs... *«Pas moins d'1,5 million d'obus chimiques et 30.000 obus explosifs ont été acheminés ici à partir de 1919 ! Il paraît probable que l'armée ait débarrassé les anciens champs de bataille de la Champagne et de la Picardie des munitions gênantes, pour restituer ces terres le plus vite possible au monde agricole et a tout expédié en Meuse, sur un territoire*

dévasté aux terres de moindre valeur. La Meuse a donc servi en d'autres termes de "décharge" aux engins chimiques dangereux des principaux champs de bataille du front occidental». Lors de la conférence de presse donnée à l'occasion de l'annonce préfectorale, le public s'émeut à la vision de photos aériennes datées de 1987, sur lesquelles apparaissent les entonnoirs et autres traces laissées dans le paysage par ces activités industrielles. Comment ces cicatrices ont-elles pu être ignorées lorsque dans les années 1970, puis au début des années 2000, les remembrements ont donné à ces terrains souillés le statut de terres d'exploitation agricole ? *«Jamais l'État n'a voulu cacher quoi que ce soit, estime Daniel Hubé. C'est le désordre sociétal des années 1920 qui explique que ce qui n'était pas un secret l'est devenu.»*

«Les Égyptiens nous ont légué les pyramides. Nous, ce que nous léguons aux civilisations du futur, ce sont les rebuts toxiques de la modernité !»

GASPARD D'ALLENS, JOURNALISTE

Alors que l'effort de reconstruction exigeait des métaux, que l'État était exsangue et que les militaires étaient démobilisés, est apparue la nécessité de gérer les immenses stocks de munitions qui, se dégradant, devenaient instables et dangereuses. C'est ainsi que l'État a décidé de confier la démolition de cet arsenal et la récupération des ferrailles à des opérateurs privés. *«L'essentiel de ces opérations ont été conduites entre 1919 et 1930. Mais comme il a fallu attendre 1948 pour que ces activités soient encadrées sur le plan réglementaire, les traces administratives de ces exploitations ont été éparpillées dans les archives de tous les départements concernés, mais aussi à Paris, à Washington, à Londres...»* La plupart de ces entreprises ont cessé leur activité du jour au lendemain, suite à des difficultés financières, à la fin des années 1920. *«Dans ce contexte, on les voyait mal investir pour remettre les terrains en état.»* C'est ainsi que les derniers déchets issus de cette industrie ont été enterrés, que les gens se sont accoutumés à leurs traces au point de ne plus les voir, et que la mémoire s'est progressivement estompée...

Dans le petit village de Muzeray, on digère mal les retombées récentes de ces négligences du passé. Alors que 89 des 101 ha de terres mis sous séquestre à l'été 2015 ont été libérés fin 2016, après que les analyses ont révélé que les valeurs en dioxine, PCB et autres substances mesurées correspondent à l'état normal de l'environnement, les exploitants attendent encore de savoir quel sort sera réservé aux 12 ha restants... Les indemnités assorties à leur destin n'étant pas encore scellées, rares sont ceux qui osent affirmer publiquement leur incompréhension. Ancien maire de Muzeray de 1995 à 2008, Daniel Hypolite observe avec un brin d'ironie le brusque intérêt porté à son patelin: *«On n'a pas fait autant attention à nous, après-guerre, quand on a décidé de placer cette usine aux portes du village!»* Cet amateur d'histoire locale étale sur son bureau une série de documents. *«Ceux qui avaient vécu cette période étaient décédés quand j'ai retrouvé ces quelques photos au début des années 1990.»* Sur les pages de ce qui devait être le catalogue de l'entreprise Clere & Schwander, on distingue des ouvriers s'affairant autour d'énormes dépôts de munitions, et une usine dotée d'immenses cheminées dont s'échappent de sombres fumées. *«Un récit de 1924 dit que les vents d'ouest amenaient des nappes de fumées empoisonnées jusqu'au village, et que ces gaz faisaient dépérir les cultures alentours».* Ému, Daniel Hypolite extirpe deux avis de décès de la pile de documents. *«Ces deux fermiers locaux, de 38 et 53 ans, sont décédés en 1925. On ne saura jamais prouver que leur mort est due à cette pollution, mais il y a de quoi s'inquiéter.»* Le retraité m'emmène ensuite sur une des parcelles polluées où il se

souvent avoir joué comme bien d'autres enfants du village, à ramasser les bouchons en verre des bouteilles d'arsine pour en faire des encriers: *«C'est l'État qui est responsable de cette pollution! Il nous a menti en disant que cette activité ne polluerait pas. Aujourd'hui, ça continue, avec les déchets nucléaires qu'on veut enfouir maintenant dans le même département, à Bure, en nous disant que cela ne représente aucun risque non plus...»*

Des déchets pour l'éternité

Que se passe-t-il donc à Bure, ce petit village situé à 130 km au sud de Muzeray? Un rapide coup d'œil dans l'actualité me permet de comprendre que l'État français projette d'enfouir là environ 85.000 m³ de ses déchets les plus radioactifs. Je doute alors de la pertinence du lien entre l'histoire des déchets de 14-18 et de ceux du nucléaire. Comme tant d'autres citoyens ayant effleuré le sujet, je me suis laissée convaincre par l'argument qui préside au projet de stockage géologique profond des déchets nucléaires:

En novembre 2016, j'en suis là dans mes réflexions lorsque je me rends au laboratoire CIGEO, le Centre industriel de stockage géologique construit au début des années 2000 par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) pour évaluer les propriétés de la formation géologique située à 500 m de profondeur entre le petit village de Bure et celui de Mandre-en-Barrois. J'y découvre avec surprise une exposition dédiée à l'archéologie: des panneaux et modules pédagogiques expliquent ce métier passionnant qui permet de percer les secrets du passé, mais aucune mention n'y apparaît concernant le défi auquel l'ANDRA sera confrontée, si la demande d'autorisation de création du stockage, prévue pour 2019, est acceptée par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN): assurer la mémoire de 10.100 m³ de déchets radioactifs de haute activité (HA-VL) et de 73.600 m³ de déchets de moyenne activité à vie longue (MA-VL) pour une éternité! Dans les brochures mises à disposition à l'entrée de la salle, il est laconiquement mentionné que certains de ces déchets sont *«dangereux pendant plusieurs centaines de milliers d'années»*. C'est pour cette raison, y rappelle-t-on aussi, qu'une loi votée en 2006 institue le stockage profond comme solution pour confiner ces déchets et les isoler de l'Homme et de l'environnement. En l'occurrence, c'est la couche argileuse du Callovo-Oxfordien, âgée de 160 millions d'années, qui a été choisie *«en raison de sa stabilité et de sa très faible perméabilité, pour assurer ce rôle de barrière géologique»*.

Mais comment s'assurer qu'après la fermeture définitive de ce dépôt souterrain, sa mémoire subsiste suffisamment longtemps pour que les générations, et



Des opposants au projet d'enfouissement de 85.000 m³ de déchets radioactifs manifestent à Burne, dans la Meuse, en février 2017.

même les civilisations futures aient conscience du danger qu'il représente? C'est la question que je pose ce jour-là à Dominique Mer, responsable du service Communication et dialogue du centre CIGEO. *«Depuis fin 2010, nous avons engagé une réflexion sur la mémoire, me répond-elle, mais je ne suis pas habilitée à en parler. Vous devez pour cela solliciter un entretien auprès de son responsable, Patrick Charton».* Il m'a fallu ensuite assez bien d'insistance pour obtenir un rendez-vous avec cet ingénieur de l'ANDRA. Je comprends au travers de cette longue suite d'appels téléphoniques et de mails, que l'institution considère que la situation est *«trop tendue»* à ce moment, avec les «opposants», pour que cet entretien puisse avoir lieu sur le site du laboratoire.

Je mets à profit l'attente de cette rencontre pour tenter de mieux cerner les raisons de cette opposition, bien souvent présentée dans les médias comme une émanation de populations marginales. *«Ce qu'on montre souvent en premier lieu, c'est le manifestant de base qui est peut-être anticapitaliste, qui est habillé en noir, qui est cagoulé parce qu'il ne veut pas qu'on le voie»*, me confie un soixantenaire élégant, rencontré dans

«Le stockage géologique correspond à un objectif éthique: il permet de ne pas léguer aux générations futures la charge de nos déchets actuels. C'est la moins mauvaise solution.»

PATRICK CHARTON,
RESPONSABLE DE L'AGENCE NATIONALE
POUR LA GESTION DES DÉCHETS RADIOACTIFS

les rangs d'une manifestation organisée à Bure le 18 février 2017. *«Ça freine certains. Moi, ça ne m'empêche pas de venir, poursuit Jean-Louis Agrapart. J'ai même mis ma voiture bien en vue pour que ma plaque soit référencée par la gendarmerie auprès de la préfecture.»* Au creux de la vallée nappée de gaz lacrymogènes, j'ai rencontré d'autres «simples citoyens». Françoise Baumgartner, fringante vieille dame endimanchée, m'a récité son poème: *«Verdun, aurait-on déjà oublié? (...) France, tu ne peux accepter que cette terre soit ainsi bafouée.»* Une autre mamy me confie: *«J'ai toujours été*



A Bure, lors de la manifestation de février 2017, des gardes mobiles défendent le laboratoire du projet d'enfouissement.

contre la violence. Mais lorsque les jeunes ont renversé le mur de l'ANDRA, j'ai applaudi, et aujourd'hui, je les soutiens dans leurs actions! Jamais auparavant notre opposition n'avait réussi à se faire entendre.»

Dans toutes les autres régions où l'ANDRA avait envisagé d'ancrer ce projet, les résistances locales se sont montrées vigoureuses. En Meuse, il a fallu attendre que la fronde contre la «poubelle nucléaire de Bure», longtemps limitée aux associations locales et aux réseaux antinucléaires, change de visage et de méthodes. L'été 2016, le Bois Lejuc, proche du petit village de 80 habitants, est devenu l'épicentre de cette lutte renaissante. L'ANDRA souhaitait y préparer des forages pour de futurs puits d'évacuation des rejets de gaz radioactifs. Mais des militants de toute la France, et d'ailleurs en Europe, y ont abattu un mur érigé par l'agence sans autorisation préalable, suite à un défrichage illégal de la forêt. Les travaux ont été bloqués par des actions juridiques et les opposants au projet ont commencé à occuper le bois en y construisant des cabanes perchées dans les arbres. «L'ANDRA ne

cesse d'engager des poursuites judiciaires pour tenter de faire évacuer et taire les opposants à la poubelle nucléaire, m'explique Gaspard d'Allens, lors d'une promenade dans le fameux bois. Mais les gens du coin viennent nous apporter de la nourriture et prendre des nouvelles. Des agriculteurs, des élus qui se sont autrefois opposés en vain, ont retrouvé de l'espoir et de l'énergie depuis que nous sommes arrivés.» Atterri là en tant que journaliste, le jeune homme y est resté pour participer à cette lutte. «J'ai 25 ans et je n'ai pas choisi l'énergie nucléaire. J'ai voulu comprendre comment l'ANDRA était parvenue à s'installer ici. La Meuse est un territoire sacrifié depuis longtemps: la Grande Guerre, puis l'agro-industrie ont créé un désert démographique qui a préparé le terrain à la poubelle nucléaire. Il y a six habitants au kilomètre carré dans la région! Dans ce contexte, il est difficile de mobiliser ne fut-ce que quelques centaines de personnes.»

À l'heure de boucler ce numéro, le jeudi 22 février 2018, 500 gendarmes s'apprêtaient à évacuer de force les occupants du Bois Lejuc à Bure.

Un laboratoire social

Dans le silence des rues de Bure, je rencontre Claude Kaiser, ancien maire et aujourd'hui conseiller municipal d'un village voisin, qui plaide depuis des années pour que les déchets ne soient pas enfouis, mais gardés à l'oeil dans des installations de subsurface, jusqu'à ce que la recherche permette de les retraiter. Pour lui, il ne fait aucun doute que le destin de ce territoire trouve ses racines dans la faible densité démographique du département, dont un quart de la population n'est pas revenue, suite à la Première Guerre mondiale. Comptant moins de 200.000 habitants, ce vaste territoire a du mal à se faire entendre. «À la fin des années 1990, au cabinet du Premier Ministre Lionel Jospin, où j'étais reçu avec l'association des élus opposés au projet, sa conseillère nous a dit: "Mettez-nous 10.000 personnes dans la rue et là on pourra peut-être commencer à discuter". Quand on lui a répondu qu'il était difficile voire impossible de mobiliser autant de monde en Meuse, elle nous a répondu: "C'est bien pour ça que la Meuse a été choisie".» Selon Claude Kaiser, «ce que l'on étudie à Bure, ce n'est pas le sous-sol. C'est la capacité de la population à résister.» Une capacité, souligne Gaspard d'Allens, qui a été grandement entamée par la Grande Guerre, dont la Meuse ne s'est jamais vraiment remise. «Les dizaines de communes rasées qui n'ont jamais été reconstruites, et les milliers d'hectares classés Zone rouge ont nourri le fatalisme des habitants de la région...»

Des ponts se dessinent de plus en plus précisément dans ma tête, entre ce qui se déroule aujourd'hui autour du projet de stockage géologique des déchets nucléaires et ce qui s'est passé à Muzeray, lors de l'établissement de l'usine de désobusage. Mais pour Patrick Charton, qui m'a enfin accordé un entretien dans les bureaux de l'ANDRA, cette mise en perspective n'est pas pertinente: «Depuis plus de 20 ans que nous sommes implantés là-bas, personne ne nous a renvoyé cette comparaison! La guerre, c'est une souffrance. Les déchets radioactifs, c'est le fruit d'une activité industrielle qui apporte des bénéfices. Et même si on parle du nucléaire militaire, il a apporté la paix en Europe...» Après m'avoir rappelé que ce sont d'abord les qualités du sous-sol de Bure qui ont guidé le choix du lieu d'implantation de CIGEO, l'ingénieur admet toutefois que «le second critère est que, sur ce territoire, des gens opposés à ce projet au départ finissent par l'accepter. Et on voit bien que cela ne peut se faire que dans des zones à faible densité de population. On pourrait très bien stocker les déchets ici, sous le siège social de l'ANDRA, puisque le sous-sol convient... Mais convaincre toute l'Ile de France serait d'une plus

grande complexité que d'organiser des réunions d'information dans les petits villages meusiens d'une centaine de personnes.» Au fil de la conversation, je découvre que tout le projet mémoire mené par l'ANDRA s'inscrit dans cette quête d'acceptabilité sociétale. «Si on met les déchets à 500 m de profondeur, c'est pour pouvoir les oublier sans que ça ne pose de problème de sûreté. L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) nous demande de démontrer que cette sûreté sera passive, parce que l'on sait qu'il est fort probable que la mémoire se perde dans un délai de 1.000 ans. Mais cette idée n'est pas facilement acceptable par la société. C'est pour cela que l'ASN nous a aussi demandé de garantir notre capacité à conserver la mémoire du futur centre de stockage pour 500 ans minimum.»

Cinq siècles de mémoire, alors que les déchets resteront dangereusement radioactifs durant au moins 100.000 ans... Ce délai a été choisi pour correspondre au seul outil dont l'ANDRA dispose aujourd'hui pour assurer ce défi: un enregistrement des informations sur du papier permanent. Un support d'apparence semblable à du papier ordinaire, mais potentiellement stable durant plusieurs siècles. D'autres solutions technologiques sont à l'étude pour repousser les frontières de la mémoire. «J'ai sur mon bureau un disque de saphir industriel supposé tenir jusqu'à 1 million d'années, poursuit Patrick Charton. Mais ce disque, à qui je le donne, qui pourra le lire, avec quel outil, en quelle langue? On ne peut pas répondre à ces questions sur 1 million d'années. Or pour le citoyen lambda, qui n'a pas le temps de s'enfiler des milliers de pages sur le nucléaire, il est beaucoup plus facile de nous interpeler sur ce sujet-là que sur des questions de haute technicité nucléaire. C'est pour cela qu'on a créé par exemple des groupes mémoire, auxquels le public est invité à réfléchir avec nous, aux façons dont le message pourra être transmis le plus loin possible dans le futur. Ce qui importe, c'est que les gens comprennent que, quoi qu'il en soit, le stockage géologique profond est la moins mauvaise solution. Il répond à un objectif éthique: cette solution définitive permet de ne pas léguer aux générations futures la charge des déchets produits par les activités dont nous bénéficions au quotidien.»

Acheter la mémoire

La France s'aligne aussi de cette façon sur un autre principe, bien moins connu du grand public: le projet COWAM-2, réseau européen de réflexion sur la gouvernance à long terme de la gestion des déchets radioactifs, préconise de créer des liens durables entre les installations de stockage et les populations des

L'idée est de faire des riverains les gardiens de poubelles nucléaires qu'ils auront dû apprendre, avant cela, à aimer.

territoires qui les accueillent... En d'autres termes, l'idée est de faire des riverains les gardiens de poubelles nucléaires qu'ils auront dû apprendre, avant cela, à aimer! Cette stratégie aux allures schizophréniques me donne le tournis. Les documents que j'ai trouvés entretemps au sujet de Muzeray, aux archives départementales de la Meuse, m'ont troublée, tant ils montrent de points communs avec ce qui se passe à Bure aujourd'hui: l'usine de désobusage de Muzeray était bien reconnue comme un établissement dangereux, mais les autorités compétentes ont minimisé les risques qu'ils faisaient courir à la population locale, et refusé d'entendre les craintes des riverains; la solution choisie a été présentée aux citoyens comme étant la seule possible, la seule raisonnable; et l'indifférence du reste de la France a fait le reste... Tenus à l'écart, les habitants de Muzeray se sont résignés à vivre dans un environnement pollué. Si 100 ans ont suffi pour faire tomber des terres souillées dans une amnésie temporaire, comment garantir la mémoire de déchets dont la dangerosité s'étend sur plusieurs dizaines, voire centaines de milliers d'années?

Pour tenter de créer un lien affectif entre les installations de stockage et leurs riverains, l'ANDRA mise notamment sur l'art. L'agence lance régulièrement des appels à projets artistiques. Les récompenses offertes dans le cadre de ces concours lui permettent de communiquer positivement dans toute la France. Dans le bois Lejuc, la jeune Mado s'insurge: «On ne peut pas obliger quelqu'un à se souvenir. Moi, à mes petits-enfants, j'aurai envie de leur raconter que j'ai habité dans une forêt, et pas que j'ai enterré des déchets à 500 m de profondeur.» Gaspard abonde: «Les Égyptiens nous ont légué les pyramides. Nous, ce que nous léguons aux civilisations du futur, ce sont les rebuts toxiques de la modernité!»

Au contact avec ces jeunes résistants anti-nucléaires, je repense à cette phrase terrifiante lue dans un rapport édité en 1958 par l'Organisation mondiale de la santé: «Du point de vue de la santé mentale, la solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique serait de voir monter une

nouvelle génération qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude.» Heureusement, cette génération ne semble pas encore être née. Mais peut-être finira-t-elle par émerger? C'est l'inquiétude que me confie Angélique Huguin. Cette membre de l'association Bure Stop, a souhaité m'emmener près de l'ossuaire de Douaumont, où les cratères d'obus forment un réseau de mares remplies de grenouilles, cachées dans le foisonnement de roseaux. Angélique, en colère, me montre un panneau d'information dédié au retour de la biodiversité dans ces lieux meurtris par la guerre. «Des trous d'obus emplis de vie, quel beau slogan! Mais regarde le logo au bas de cet écriteau: ce message est financé par le GIP!» Le GIP, ou Groupement d'intérêt public, est un établissement ayant pour objet de gérer un dispositif d'accompagnement économique du projet CIGEO. En d'autres termes, c'est l'outil qu'utilise l'ANDRA pour faire accepter le projet dans le département grâce à une importante manne financière. Trente millions d'euros par an: la plupart des projets culturels, les salles de village, les mairies, les écoles, les voiries locales bénéficient de ces fonds atomiques. Le Mémorial de Verdun, rénové pour le centenaire de la Première Guerre mondiale, a lui-même pu compter sur le GIP pour financer 14% de ce projet à 12,5 millions d'euros. «Quand j'étais petite, la seule excursion qu'on faisait à l'école, c'était de venir ici pour visiter les cimetières et l'ossuaire. À force d'être éduqués dans l'objectif de se souvenir des morts tombés pour la France, on a appris à ne plus voir les obus que la terre recrache, et à vivre dans cette pollution sans s'en inquiéter. Aujourd'hui, en plus de cette excursion à Verdun, l'école emmène mon fils, comme tous les élèves du département, visiter le laboratoire CIGEO! Cette instrumentalisation de la mémoire m'inquiète.»

Bure-Verdun, 100 km, et 100 ans de distance. En me poussant à faire ce grand écart inattendu, cette enquête a généré plus de questions que de réponses. Mais puisque l'on dit que ce qui est loin des yeux finit par l'être aussi du cœur, ne vaudrait-il pas mieux garder nos poubelles nucléaires à l'œil et nous les transmettre de génération en génération, comme un héritage à assumer?

Isabelle Masson-Loodts



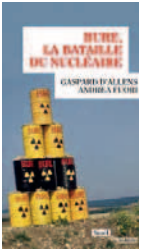
UN DOCUMENTAIRE

Cette enquête est au cœur d'un film, *Un héritage empoisonné*, qui sera diffusé par la RTBF, et fera l'objet d'une tournée de projection en 2018. Toutes les infos sur la page Facebook « Un héritage empoisonné-le film », ou sur la page web du projet www.paysagesenbataille.eu

DES LIVRES



Dans son enquête passionnante sur l'héritage toxique de la Grande Guerre, *Sur les traces d'un secret enfoui* (Michalon, 2016), le géologue environnementaliste du BRGM Daniel Hubé s'est piqué au jeu des recherches historiques entreprises dans le cadre de l'étude de la Place à Gaz, mais aussi de celle des pollutions aux perchlorates, des perturbateurs endocriniens pour lesquels l'Agence régionale de santé du Nord et du Pas-de-Calais a émis dès le mois d'octobre 2012, l'hypothèse que leur présence dans l'eau de distribution est liée aux munitions de la Première Guerre mondiale se dégradant dans le sol des régions concernées.



Le journaliste Gaspard d'Allens a co-écrit cette enquête *Bure, la bataille du nucléaire* (Seuil, 2017) retraçant la lutte contre le projet de poubelle atomique avec Andrea Fuori, rédacteur occasionnel pour *Reporterre*. C'est un récit engagé mais très bien documenté, parfois poétique, qui pourrait avoir été inspiré par la façon dont Albert Camus envisageait son travail de journaliste. Ce livre s'intéresse aussi aux manières de s'engager et de tenir dans des luttes à long terme et de réinventer des manières de vivre permettant de ressusciter un territoire abandonné.

PROLONGEMENTS

